



HAL
open science

La démocratie illibérale, un concept héritier des apories de la critique anti-démocratique du populisme ?

Raphaël Demias-Morisset

► To cite this version:

Raphaël Demias-Morisset. La démocratie illibérale, un concept héritier des apories de la critique anti-démocratique du populisme?. *VERS UN NOUVEL ÂGE DES EXTRÊMES? Populismes et transformations sociales*, L'Harmattan, 2023, Pensée politique, 978-2-14-034910-2. halshs-04138400

HAL Id: halshs-04138400

<https://shs.hal.science/halshs-04138400>

Submitted on 22 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La démocratie illibérale, un concept héritier des apories de la critique anti-démocratique du populisme ?

Raphaël Demias-Morisset

« Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, ce n'est pas de plus de démocratie, mais moins de démocratie. » Par cette phrase issue de son essai *L'avenir de la liberté - La démocratie illibérale aux États-Unis et dans le monde*, Fareed Zakaria, universitaire et journaliste américain, ravive de façon presque caricaturale le conflit entre démocratie et libéralisme. Pour F. Zakaria, la « démocratie » s'est répandue sur la majeure partie de la planète et il convient de s'assurer que cette dernière ne se transforme pas en un régime illibéral. En effet, la démocratie constitue pour Zakaria un régime dangereux, « source d'érosions des libertés, d'abus de pouvoir »¹. Or, bien que ce soit l'ouvrage de Zakaria qui ait fait sortir le concept de « démocratie illibérale » de sa relative confidentialité académique², c'est la revendication de cette dernière par Viktor Orbán lors des vœux adressés après son élection de 2014 à Tusnádfürdő qui a donné à ce terme l'importance qu'on lui connaît actuellement. La référence au terme de démocratie illibérale par un dirigeant remettant en question le libéralisme au nom de la démocratie a donc conféré aux travaux de F. Zakaria un aspect prophétique. L'usage du concept de démocratie illibérale s'est ainsi développé pour décrire les transformations connues après l'arrivée au pouvoir de mouvements nationaux-populistes. Désormais, le terme est devenu un véritable référent qui tend à structurer les acteurs politiques autour d'une opposition assumée et revendiquée entre populistes-nationalistes « illibéraux » et « libéraux »³. Au vu de la logorrhée académique et médiatique entourant le concept de démocratie illibérale, il apparaît nécessaire de questionner l'avènement de ce « succès ». En effet, on ne saurait limiter son diagnostic à un simple

¹ « La démocratie sans le libéralisme constitutionnel n'est pas simplement insuffisante : elle est dangereuse, source d'érosion des libertés, d'abus de pouvoir », Zakaria, Fareed. « De la démocratie illibérale », *Le Débat*, vol. 99, no. 2, 1998, pp. 17-26

² Bien que la paternité du concept soit généralement attribuée à F. Zakaria et son article paru dans *Foreign affairs* en 1997, la notion de démocratie illibérale trouve historiquement son origine dans les *democratisations studies*. Voir : Bell, D. A., Brown, D., Jayasuriya, K., & Jones, D. M. (1995). *Towards illiberal democracy in Pacific Asia* (p. 78). Palgrave Macmillan UK. Voir également : Emmerson, D. K. (1995). *Region and recalcitrance: Rethinking democracy through Southeast Asia*. *The Pacific Review*, 8(2), 223-248 et Diamond, L. J. (1996). *Is the third wave over?*. *Journal of democracy*, 7(3), 20-37.

³ Sur ce point, nous faisons référence aux multiples références à la démocratie illibérale dans le discours politique. Dans le cas français, voir par exemple le discours d'Emmanuel Macron lors de ses vœux à la presse du 04/01/2018 : « nous devons mener cette bataille et cette bataille a un nom, c'est celle qui consiste à défendre pleinement l'effectivité de toutes les libertés de nos démocraties parce qu'une tentation est là qui existe, croissante, aux frontières de l'Europe comme au sein de l'Europe, c'est la tentation des démocraties illibérales ». Disponible sur : <http://www.elysee.fr/declarations/article/discours-du-president-de-la-republique-emmanuel-macron-a-l'occasion-des-v-ux-a-la-presse/>

phénomène éditorial. Il semble même opportun de montrer en quoi ce succès est précisément provoqué par l'inconsistance du concept. Les apories du concept de démocratie illibérale, qui ont déjà été relevé dans plusieurs travaux s'intéressant aux pays d'Europe centrale et orientale, sont selon nous révélatrices d'un double problème à la fois épistémologique et analytique. Or le développement de l'emploi du concept de démocratie illibérale s'inscrit dans la continuité d'un certain usage « critique » du concept de populisme⁴. Ce dernier vise la défense de la démocratie libérale, et particulièrement du libéralisme, face à une démocratie intrinsèquement populiste et anti-libérale.

Le succès du concept de démocratie illibérale, qui tient surtout à un emploi descriptif de la notion, illustre la difficulté à établir une séparation étanche entre l'utilisation de certains termes dans le « langage ordinaire » et la formulation de concept en sciences sociales. La revendication de l'illibéralisme par des acteurs politiques doit donc être appréhendée de façon critique. Pour le dire autrement, la revendication de l'illibéralisme par des dirigeants et des mouvements politiques décrits comme populistes et nationaux-conservateurs ne suffit pas à garantir la nature « illibérale » du populisme en question, ni du populisme en général. La prétention des acteurs politiques à incarner le libéralisme ou l'illibéralisme doit en effet être questionnée au regard de l'éclatement philosophique et politique du libéralisme. En tant qu'idéologie politique, le libéralisme constitue en effet un concept essentiellement contesté⁵ et il fait l'objet d'appropriations hétérogènes et contradictoires. La référence au libéralisme a donc des significations extrêmement variées selon les champs disciplinaires, les époques et les aires géographiques en raison de la diversité des traditions libérales nationales. Il semble donc impossible de mobiliser le libéralisme de façon pertinente sur le plan académique sans prendre en compte l'importance des conflits (infra)idéologiques autour de sa définition. Le « nouveau » libéralisme anglais de la fin du XIXe de J. S. Mill et L. Hobhouse apparaît ainsi anti-libéral et trop démocratique pour les partisans du « paléo-libéralisme » tels que F. Von Hayek et L. Von Mises ; et la prétention de ces derniers à incarner le « libéralisme classique » a été elle-même contestée par J. M. Keynes⁶. La prise en compte de ces conflits idéologiques nous semble toutefois particulièrement importants pour appréhender un problème sous-jacent à certains usages du concept de populisme, qui sont révélés par la revendication de

⁴ Notre travail s'inscrit dans la continuité des réflexions de Michael Fössel sur la relation entre démocratie, libéralisme et néolibéralisme. Voir notamment : Fössel, M. (2018). La « démocratie illibérale » n'existe pas. AOC. Média.

⁵ Sur l'application de la notion de concept essentiellement contesté à l'idéologie et au libéralisme, voir : Freedon, M. (1996). *Ideologies and political theory: A conceptual approach*. Clarendon Press.

⁶ Sur la diversité de la pensée libérale et les relations entre ses différents courants, voir : Audard, C. (2009). Qu'est-ce que le libéralisme ? : éthique, politique, société (Vol. 524). Editions Gallimard et Freedon, M. (2009). *Liberal languages*. In *Liberal Languages*. Princeton University Press.

l'illibéralisme au sein des mouvements « populistes ». L'usage majoritairement disqualifiant du populisme tend en effet à recycler les critiques réalisées par les intellectuels libéraux à l'égard de la démocratie et du peuple en général, héritage qui est directement assumé par F. Zakaria. Cette réappropriation occulte toutefois le fait que la définition de la démocratie a évolué, ce qui la rend relativement anachronique⁷, en particulier du fait de l'influence d'intellectuels libéraux défendant la réduction du caractère démocratique de la démocratie libérale via la mise en place du mécanisme électif⁸.

L'amalgame croissant entre illibéralisme et populisme⁹ semble donc révéler l'existence d'impensés grevant certains usages du concept de populisme, impensés qui affectent également la réception en sciences sociales de la revendication de l'illibéralisme par un certain nombre d'acteurs politiques, en particulier au sein de l'Europe centrale et orientale. Si le concept de démocratie illibérale fait l'objet d'une très abondante littérature au sein de certains champs de recherche, il semble nécessaire de comprendre l'origine de ce « succès ». Le concept de démocratie illibérale permet-il de comprendre la revendication croissante de l'illibéralisme, ou traduit-il une critique normative de la démocratie, dans la continuité d'un certain usage du populisme ? Notre hypothèse est que l'emploi du concept d'illibéralisme est le plus souvent insatisfaisant, repose sur des conceptions erronées du libéralisme, et ne permet pas de comprendre sa remise en question. La mobilisation croissante de la notion de démocratie illibérale ne fait que mettre en exergue l'existence de plusieurs contradictions dans la compréhension de la relation entre démocratie et libéralisme. Ces contradictions s'inscrivent selon nous dans la continuité de la conception d'un populisme national-conservateur à la fois « démocratique » et illibéral. L'opposition entre gouvernance libérale et populisme illibéral, bien que revendiquée par les acteurs politiques eux-mêmes, masque toutefois leur adhésion conjointe (qu'elle soit opportuniste ou non) au néolibéralisme et à la remise en question du libéralisme politique. Paradoxalement, une partie des « populistes » et des « anti-populistes » ont en effet un modèle de « gouvernance » similaire, celui du régime singapourien.

⁷ Sur le caractère anachronique de cette critique libérale, voir : Rosanvallon, P. (2000). *La démocratie inachevée : histoire de la souveraineté du peuple en France*. Éditions Gallimard. P278

⁸ Sur l'évolution de la définition de la démocratie et le passage à une forme procédurale « minimaliste » sous l'influence du libéralisme, voir : Bobbio, N. (2005). *Liberalism and democracy* (Vol. 4). Verso et Macpherson, C. B. (1977). *The life and times of liberal democracy*.

⁹ « La critique politique la plus commune du populisme est de le taxer d'illibéralisme, c'est-à-dire de tendance à secondariser l'extension (« sociétale ») des droits des individus par rapport à l'affirmation de la souveraineté collective, et simultanément à instruire le procès des corps intermédiaires accusés de contrarier l'action des pouvoirs élus. » Rosanvallon, P. (2020). *Le siècle du populisme. Histoire, théorie, critique*. Média Diffusion.

I) Les impensés de la critique anti-démocratique du populisme

Bien que la problématique de la définition de la démocratie fasse l'objet d'une littérature très abondante en science politique, en particulier après le succès relatif de la « troisième vague » de démocratisation dans les années 1990, certains travaux semblent faire l'impasse sur la nécessité de ne pas confondre élections et démocratie. A l'image de F. Zakaria, Les critiques anti-démocratique du populisme ont ainsi tendance à assimiler la démocratie à l'électoratisme, c'est-à-dire la réduction de la démocratie à une simple compétition électorale¹⁰.

A) La confusion entre démocratie et « électoratisme »

L'omniprésence du populisme sur le plan académique et médiatique fait de la critique de ce concept un lieu commun, le succès croissant de la notion ayant rendu son usage de plus en plus insatisfaisant. L'élasticité du concept de populisme¹¹ semble en effet limiter sa capacité heuristique, ce qui nécessite l'utilisation d'adjectifs pour rendre intelligible son objet. L'usage de la notion ne décroît pourtant pas, et le paradoxe qui en résulte est lui-même abondamment commenté au sein de la littérature scientifique¹². L'emprunt des outils conceptuels de la philosophie du langage semble donc particulièrement intéressant pour appréhender la diversité de ces références¹³. On peut distinguer plusieurs usages cohérent du concept de populisme¹⁴, indépendants de la définition du populisme adoptée dans chacun de

¹⁰ « The most popular definition of democracy equates it with regular elections, fairly conducted and honestly counted. Some even consider the mere fact of elections—even ones from which specific parties or candidates are excluded, or in which substantial portions of the population cannot freely participate—as a sufficient condition for the existence of democracy. This fallacy has been called “electoralism” or “the faith that merely holding elections will channel political action into peaceful contests among elites and accord public legitimacy to the winners”—no matter how they are conducted or what else constrains those who win them. » SCHMITTER Philippe C et KARL Terry Lynn, « What Democracy Is...and Is Not », *Journal of Democracy*, 2, 1991, no 3, p. 75-88.

¹¹ Hermet, Guy. « 1. Populisme des anciens, populisme des modernes, populisme libéral-médiatique », *La tentation populiste au cœur de l'Europe*. La Découverte, 2003, pp. 25-39.

¹² Nous faisons ici référence aux travaux s'intéressant aux « usages » du concept de populisme au sein de la littérature académique. Sur ce point, nous ferons surtout référence à : Tarragoni, F. (2022). *Populisme et démocratie : les impasses d'une polarisation scientifique*. *Raisons politiques*, 86, 113-129 et Ceci, M. (2019). *Between Indefinability and Usage. Towards a philosophical understanding of Populism*. *RIFL-Rivista Italiana di Filosofia Del Linguaggio/Italian Journal of Philosophy of Language*, 13(2).

¹³ On peut par exemple trouver des exemples de ces emprunts avec la référence au concept « d'air de famille » pour appréhender les différentes facettes du populisme. Voir par exemple : Laclau, Ernesto, Mouffe, Chantal (2001). *Hegemony and Socialist Strategies*, New York, ou encore Laugier, S. & Ogien, A. (2015). *Le populisme et le populaire*. *Multitudes*, 61, 45-58. Verso.

¹⁴ Ceci, M. (2019). *Between Indefinability and Usage. Towards a philosophical understanding of Populism*. *Op. cit.*

ces travaux¹⁵. Nous retiendrons ici, de façon non exhaustive, que le premier usage de la notion consiste à utiliser le concept de populisme comme une catégorie visant à classer différents types de partis politiques. Le concept de populisme peut également être employé à des fins normatives et critiques, le plus souvent de façon péjorative. Enfin, la notion peut être utilisée de façon purement descriptive, c'est-à-dire sans définition précise et pour faire référence à un parti politique unique qui se revendique plus ou moins directement du populisme. Comme nous l'avons évoqué, ces différentes utilisations du concept (ou du simple terme) de populisme sont généralement combinées, mais l'usage strictement descriptif du concept de populisme n'exclut pas la présence d'impensés *idéologiques*. Notre travail vise précisément à éclairer le caractère normatif implicite de certains usages du concept de populisme. L'avènement du concept de démocratie illibérale constitue en effet l'aboutissement d'une critique de la démocratie jusque-là portée par certains usages du concept de populisme, comme l'ont notamment constaté Sandra Laugier et Albert Ogien :

Souvent les analystes et les commentateurs coulent sous une même catégorisation de populisme l'ensemble des expressions divergentes de la même exigence : donner le pouvoir au « peuple », en constituant cette exigence comme un danger pour la démocratie – réduite alors à la douce routine d'un système représentatif fondé sur l'élection et la délégation, et sur l'état duquel les citoyens n'ont pas à se prononcer (sauf lorsqu'ils sont invités par les gouvernants à en modifier un élément).

[...]

La construction du « populisme » en entité définie par un mobile unique permet de l'ériger en une menace globale. Ce mobile n'est dès lors pas très difficile à dégager : la dénonciation des tendances oligarchiques du fonctionnement des systèmes représentatifs, des ensembles supranationaux ou des organisations internationales qui déposent les citoyens de leur liberté de décider¹⁶.

Le concept de populisme, parce qu'il renvoie explicitement au peuple et à la question de son incarnation, tend en effet à ressusciter les critiques libérales condamnant le caractère illimité de la démocratie. Ces critiques, en particulier celles véhiculées par certains intellectuels néolibéraux depuis le début du XXe siècle¹⁷, irriguent en effet les usages du concept de populisme. Cet héritage intellectuel est plus ou moins assumé en fonction des auteurs, et il implique la limitation de la démocratie à sa portion la plus congrue possible au nom de la lutte

¹⁵ Sikk, Alan (2009), «Parties and Populism», in Centre for European Politics, (Centre for European Politics, Security and Integration (CEPSI) Working Papers 1), SSEES UCL, London

¹⁶ Laugier, S. & Ogien, A. (2015). Le populisme et le populaire. *Op. cit.*

¹⁷ Sur ce point, voir la critique élaborée par F. A. Hayek à l'encontre de la démocratie : Hayek, F. A. (1985). Droit, législation et liberté : une nouvelle formulation des principes libéraux de justice et d'économie politique. Règles et ordre (Vol. 1). Presses universitaires de France.

contre la tyrannie de la majorité¹⁸, ce que F. Zakaria revendique explicitement. Le caractère normatif de cette critique dénonçant les travers « intrinsèques » de la démocratie est rendu visible par la référence à un concept de populisme sans adjectifs, qui englobe toutes les formes de critique à l'égard des gouvernants¹⁹. Or, et c'est l'une des conséquences de la conception tronquée du libéralisme que nous avons évoquée, cet usage normatif du concept de populisme souffre d'un impensé important à l'égard du mécanisme électif et du concept de représentation dans son ensemble ; impensé qui est partagé par un certain nombre de travaux mobilisant le concept de populisme à une fin descriptive ou analytique.

Cet impensé trouve son origine dans la définition de la démocratie représentative adoptée par ces travaux, et qui constitue le socle du concept de démocratie illibérale. Comme l'a rappelé M. Foessel, l'illibéralisme est principalement utilisé aujourd'hui dans la continuité d'un certain usage du populisme, qui repose sur l'opposition entre peuple et élite, et entre démocratie et libéralisme :

L'idée est que certains dirigeants exploitent le ressentiment du peuple contre les élites en important les affects anti-institutionnels au cœur des institutions. Ils demeureraient démocrates en s'adressant directement aux électeurs, mais ils mettraient cette adresse au service d'un combat antilibéral contre les libertés individuelles. La démocratie illibérale marquerait le triomphe d'une légitimation (celle des urnes) contre une autre (celle du droit), ce qui expliquerait pourquoi ses défenseurs peuvent continuer à se réclamer de la logique de la souveraineté populaire²⁰.

Cette conception de la démocratie libérale repose sur la réduction de la démocratie et de la souveraineté populaire au mécanisme électif : « Aux yeux des théoriciens de l'illibéralisme, des élections « libres », c'est-à-dire où le résultat proclamé est conforme au vote des électeurs, fournissent un critère suffisant pour définir un régime démocratique. »²¹. Or, comme nous l'avons mentionné, le glissement sémantique et conceptuel ayant conduit la démocratie à être assimilée à une forme représentative et procédurale a été pensé et défendu par les intellectuels libéraux²². Il convient de rappeler que si le rapport entre démocratie et représentation est conflictuel, il n'est pas nécessairement antinomique, la représentation pouvant même

¹⁸ Sur ce point, voir : Rancière, J. (2005). *La haine de la démocratie*. La fabrique éditions, p18-21. A titre d'exemple on peut citer : Crozier, M., Huntington, S. P., & Watanuki, J. (1975). *The crisis of democracy* (Vol. 70). New York: New York University Press.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Foessel, M. (2018). La « démocratie illibérale » n'existe pas. *Op. cit.*

²¹ *ibid*

²² RICCI David M., « Democracy Attenuated: Schumpeter, the Process Theory, and American Democratic Thought », *The Journal of Politics*, 32, [University of Chicago Press, Southern Political Science Association], 1970, no 2, p. 239 267.

permettre de satisfaire l'idéal démocratique à condition d'être pleinement réalisée²³. Cette conception de la représentation, qui s'inscrit dans la continuité d'une certaine tradition libérale incarnée par la figure de John Stuart Mill, conçoit donc l'élection, non comme une concession (voire un mal) nécessaire face à l'inévitable démocratisation des sociétés politiques contemporaines décrite par Alexis de Tocqueville, mais comme un moyen de satisfaire à la fois les exigences du libéralisme politique et celles de l'idéal démocratique. Toutefois, cette conception de la représentation, et la convergence qu'elle permet de réaliser entre libéralisme et démocratie, n'est pas celle adoptée par F. Zakaria et les auteurs mobilisant populisme et illibéralisme de façon conjointe. Ces derniers adhèrent au contraire à la conception classique de l'élection comme mode de sélection élitiste des gouvernants²⁴. Or adhérer à ce cadre conceptuel implique de considérer la démocratie *électorale*, comme une forme de gouvernement *non-démocratique* si l'on considère que le mode de représentation des gouvernants n'a pas évolué depuis le XVIIIe siècle²⁵. La contradiction que nous avons évoquée est donc accentuée par l'absence de toute référence au caractère élitiste et libéral du mécanisme électif.

Du fait de cet impensé, la démocratie représentative est comprise par ces derniers comme une forme de gouvernement à la fois démocratique et libérale. Toutefois, les seuls éléments qui sont conçus comme libéraux au sein de ce régime sont l'État de droit, l'existence de droits et libertés individuels et l'économie de marché. Ne plus considérer l'élection comme un élément libéral (ou mixte) conduit à distinguer deux formes de démocraties : l'une minimaliste, reposant sur la simple existence d'élections, l'autre plus développée et conforme aux exigences du libéralisme politique et du constitutionnalisme car fondée sur l'existence d'un État de droit et l'existence de droits et libertés substantiels accordés aux individus²⁶.

B) Une critique de la démocratie reposant sur une conception caricaturale du libéralisme

²³ A titre d'exemple, voir : SAFFON Maria Paula et URBINATI Nadia, « Procedural Democracy, the Bulwark of Equal Liberty », *Political Theory*, 41, SAGE Publications Inc, juin 2013, no 3, p. 441-481.

²⁴ Sur l'adhésion explicite de F. Zakaria à la définition minimaliste de la démocratie réduite à la tenue d'élections régulières : Zakaria, F. (2007). *The future of freedom: illiberal democracy at home and abroad* (Revised Edition). WW Norton & company. P14-16

²⁵ C'est la thèse défendue par B. Manin et H. Pitkin qui s'opposent à celle de N. Urbinati, qui défend le principe d'une évolution démocratique du mécanisme électoral. Voir : PITKIN Hanna F., *The Concept of Representation*, [s. l.], University of California Press, 1967, 340 p. ; URBINATI Nadia, *Representative Democracy: Principles and Genealogy*, [s. l.], University of Chicago Press, 2006, 341 p. ; ainsi que MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, [s. l.], Calmann-Lévy, 2012, 176 p.

²⁶ SCHMITTER Philippe C et KARL Terry Lynn, « What Democracy Is. . . and Is Not », *Op. cit.*

La crise globale de la démocratie libérale et le développement de formations politiques « populistes », tant au sein des démocraties consolidées que des pays en voie de transition démocratique, a toutefois mis en exergue les insuffisances de l'électorisme²⁷. Pour un certain nombre d'auteurs, ce phénomène a également eu pour effet de révéler le caractère intrinsèquement illibéral de la démocratie « majoritaire », dont le populisme serait la manifestation naturelle²⁸. Ce constat semble toutefois critiquable parce qu'il traduit une méconnaissance de la tradition libérale et de la relation entre démocratie et libéralisme au sein de la démocratie²⁹. Paradoxalement, le libéralisme et la démocratie ne semblent donc pas faire l'objet de la même attention que le concept de populisme lui-même. La multiplicité des appropriations du populisme – et les implications qui en découlent – sont ainsi constamment relevées par ses utilisateurs. Les références au concept d'air de famille apparaissent même nécessaires pour expliquer le caractère à la fois indéfini mais incontournable du concept de populisme³⁰. Toutefois, ces précautions épistémologiques ne semblent pas s'étendre à la prise en compte du caractère essentiellement contesté des concepts de libéralisme et de démocratie. Le concept de populisme est donc souvent employé au sein d'un cadre conceptuel associant étroitement la démocratie à l'électorisme. Le libéralisme est lui associé au constitutionnalisme et à l'économie de marché, mais la hiérarchisation entre ces deux éléments varie selon les auteurs, ce qui implique ultimement un certain nombre de contradictions, qui sont également tangibles dans les utilisations du concept de populisme. De fait, la majeure partie des auteurs mobilisant le concept de populisme constatent son caractère contesté, et l'existence d'une controverse opposant ceux qui « craignent le populisme » et ceux qui le considèrent comme un remède pour la crise démocratique³¹. Mais cette opposition a tendance à dissimuler une conceptualisation très partielle du libéralisme, présente tant chez ses partisans que ses adversaires. L'assimilation du populisme à la résurgence d'une nature illibérale de la démocratie majoritaire fédère paradoxalement les défenseurs « néolibéraux »

²⁷ « The most popular definition of democracy equates it with regular elections, fairly conducted and honestly counted. Some even consider the mere fact of elections—even ones from which specific parties or candidates are excluded, or in which substantial portions of the population cannot freely participate—as a sufficient condition for the existence of democracy. This fallacy has been called “electoralism” or “the faith that merely holding elections will channel political action into peaceful contests among elites and accord public legitimacy to the winners”—no matter how they are conducted or what else constrains those who win them. » *Ibid.*

²⁸ Rosanvallon, P. (2020). Le siècle du populisme. Histoire, théorie, critique. *Op. cit.*

²⁹ Sur ce point, voir Mouffe, Chantal. “Démocratie et libéralisme politique : est-il possible de les concilier ?”. Mouffe, Chantal, et al.. Questions au libéralisme. Bruxelles : Presses de l'Université Saint-Louis, 1998. (pp. 15-26).

³⁰ A titre d'exemple, voir : Smilov, Daniel & Ivan Krastev (2008) “The Rise of Populism in Eastern Europe: Policy Paper”, in Grigori Mesežnikov et al, eds. Populist Politics and Liberal Democracy in Central and Eastern Europe, Bratislava: Institute for Public Affairs, pp. 7-12.

³¹ Tarragoni, F. (2022). Populisme et démocratie : les impasses d'une polarisation scientifique. *Op. cit.*

du libéralisme et les adversaires de ce dernier³². Les apories engendrées par cet impensé entourant l'idéologie libérale apparaissent toutefois lorsque la rhétorique (ou la prétention) populiste est combinée avec une défense de l'économie de marché dérégulée. L'arrivée au pouvoir de D. Trump a révélé l'importance de ces contradictions à travers les analyses qu'elle a suscité, en particulier sur le plan économique³³.

Pour les opposants au populisme, le libéralisme est en effet associé au « consensus de Washington », selon lequel la défense du constitutionnalisme et de l'économie de marché dérégulée sont sensés aller de pair. Les formations populistes, parce qu'elles sont nécessairement illibérales, doivent donc s'opposer à la fois au constitutionnalisme et au *free-market* ; la défense de l'économie de marché implique à l'inverse une adhésion aux principes du libéralisme. Cette conception du libéralisme a conduit à qualifier la politique économique étatsunienne lors de la présidence Trump de nationaliste et protectionniste³⁴, alors même qu'elle s'inscrivait dans la continuité directe de la politique économique menée par R. Reagan³⁵. Pourtant, de plus en plus de courants et de partis politique revendiquent cet héritage « paléo-conservateur » - empruntant à la fois à Reagan et Thatcher – qui défend l'idée d'un État fort au service d'une économie nationale compétitive. Le modèle du « *strong state, strong economy* » allie donc défense de l'économie de marché dérégulée, avec une politique de l'offre au profit des « fleurons » de l'économie nationale, ce qui implique la dénonciation des réglementations imposées par les traités de libre échange multilatéraux et la préférence pour le libre échange non régulé et bilatéral³⁶. L'euroscpticisme et la critique des effets « culturels » de la globalisation sont ainsi associés avec une défense de l'économie de marché dérégulée explicite dans le cas de l'AfD en Allemagne, du FPÖ en Autriche, de UKIP au

³² Brown, W. (2018). Neoliberalism's Frankenstein: Authoritarian freedom in twenty-first century "democracies". *Critical Times*, 1(1), 60-79.

³³ Voir notamment : Inglehart, R. F., & Norris, P. (2016). Trump, Brexit, and the rise of populism: Economic have-nots and cultural backlash.

³⁴ Dans l'article précité, Inglehart et Norris décrivent ainsi la politique économique Trumpienne comme étant « de gauche » : « *Previous analyses of parties in Western Europe have often associated populism with the Right, using terms such as 'radical right', 'far right', or 'extremist right' parties. But it is increasingly recognized that this fails to capture certain core features of populist parties around the world, such as in the Americas, Eastern Europe, and Asia, where populist parties often favor economic left-wing policies. Similarly, Donald Trump's speeches trampling on conservative orthodoxies, by advocating protectionist trade barriers, renegotiating NAFTA, and raising import tariffs against Chinese goods, is arguably located on the Populist Left, far away from the economic philosophy of neo-conservatives, although his argument favoring business tax cuts is more right-wing.* »

³⁵ Le recours à un protectionnisme « stratégique » et la critique « populiste » de l'establishment économique et des milieux d'affaire était en effet un des traits caractéristiques des *reaganomics*. Sur ce point, voir : Wraight, T. (2019). From Reagan to Trump: The origins of US neoliberal protectionism. *The Political Quarterly*, 90(4), 735-742 et Nell, E. (2009). *Free Market Conservatism (Routledge Revivals): A Critique of Theory & Practice*. Routledge.

³⁶ Gamble, A. (Ed.). (1994). *The free economy and the strong state: The politics of Thatcherism*. Bloomsbury Publishing.

Royaume-Uni, du PVV en Hollande et du SPD en République Tchèque, et ambiguë dans le cas du Fidesz et du Pis en Hongrie et en Pologne³⁷.

Bien que le national-conservatisme européen mobilise une rhétorique populiste opposant le « peuple » aux élites technocratiques et libérales³⁸, la frontière entre gouvernance technocratique « libérale » et populisme national-conservateur semble plus ténue qu'il n'y paraît. Réifier cette opposition conduit à méconnaître le caractère « populiste » de la rhétorique de certains partis « technocratiques » et élitistes³⁹, voire leur antilibéralisme⁴⁰. Le soutien envers le marché libre dérégulé – qu'on assimile hâtivement aujourd'hui au libéralisme économique – semble en effet parfaitement compatible avec la remise en question du libéralisme politique. La réunion de *think tanks* néolibéraux, nationaux-conservateurs, et des personnalités politiques de l'extrême droite européenne lors d'un congrès organisé à Rome en 2020 sur le thème « *God, Honor, Country : President Ronald Reagan, Pope Jean-Paul II, and the Freedom of Nations* » apparaît donc parfaitement cohérente.

II) Un concept de démocratie illibérale incohérent en raison de ses biais anti-démocratiques

La critique anti-démocratique du populisme, qui a nourri le concept de démocratie illibérale, souffre donc de l'amalgame qu'elle réalise entre démocratie et électoralisme. Toutefois, cette critique implique également une conception tronquée du libéralisme, puisque ce dernier est principalement conçu comme une apologie du *free-market*, ce qui implique ultimement la remise en question des principes du libéralisme politique.

A) Des incohérences s'inscrivant dans la continuité des impensés grevant la critique anti-démocratique du populisme

L'avènement supposée de la démocratie illibérale, parce qu'elle est supposée constituer l'antithèse du libéralisme, a donc eu le mérite de replacer au centre des débats la

³⁷ Szelényi, I., & Csillag, T. (2015). Drifting from liberal democracy. Neo-conservative ideology of managed illiberal democratic capitalism in post-communist Europe. *Intersections*, 1.

³⁸ Mouffe, C. (2002). La « fin du politique » et le défi du populisme de droite. *Revue du MAUSS*, no<(sup> 20), 178-194.

³⁹ Hermet, G. (2012). Permanences et mutations du populisme. *Critique*, (1), 62-74.

⁴⁰ Voir : Hermet, G. (2004). Un régime à pluralisme limité? À propos de la gouvernance démocratique. *Revue française de science politique*, 54(1), 159-178 et Brown, W. (2003). Neo-liberalism and the end of liberal democracy. *Theory & Event*, 7(1).

question de la définition de la démocratie et du libéralisme. La propension normative des travaux sur la démocratie illibérale, qu'elle soit explicite ou implicite, a également éclairé sous un angle nouveau les controverses autour du concept de populisme. L'association idéologique du libéralisme au « *free-market fundamentalism* » a ainsi produit un certain nombre de contradictions au sein de la littérature académique s'intéressant au populisme. Les formations identifiées comme populistes ont ainsi été opposées à des partis de gouvernance en théorie plus favorables au marché libre. Cette opposition caricaturale s'est toutefois heurtée à la combinaison croissante de la « rhétorique » populiste et du néolibéralisme tant au sein des partis de gouvernance classique que des partis populistes de type national-conservateur⁴¹. La difficulté à penser aujourd'hui le caractère populiste de la gouvernance Thatcher-Reagan, et sa filiation avec le populisme national-conservateur européen illustre ainsi la profondeur de cet impensé autour de la nature contestée du libéralisme, et sa potentielle inadéquation avec le néolibéralisme⁴².

Cet usage du concept de populisme, parce qu'il révèle une conception de la démocratie intrinsèquement illibérale, repose donc sur deux postulats contestables. Tout d'abord, la réduction de la démocratie à un modèle électoraliste minimaliste « schumpétérien » où les élections sont les seuls vecteurs de légitimité démocratique. Or l'existence d'élections, même à échéances régulières, ne garantit ni le respect des exigences du libéralisme politique ni celles de la théorie démocratique. Ensuite, une conception du libéralisme incohérente, puisque si l'on attribue à ce dernier « tout ce qu'il y a de désirable dans la démocratie : promotion des droits de l'homme, indépendance du pouvoir judiciaire, limitation des prérogatives du gouvernement, pluralisme culturel »⁴³, ils sont attribués aux bienfaits du capitalisme néolibéral. Ainsi, l'apologie du libéralisme constitutionnel et de la séparation des pouvoirs contre les dangers de la démocratie majoritaire est resté subordonnée à la promulgation du marché et du développement économique : le cœur du constitutionnalisme doit être la préservation des droits « économiques ». La priorité doit donc être donnée à la mise en place d'une économie de marché dérégulée : « *emprunter la voie du capitalisme est, comme nous l'avons vu, le plus sûr chemin vers la création d'un État responsable aux pouvoirs limités* »⁴⁴,

⁴¹ Ce phénomène fait l'objet d'une littérature très abondante, à titre d'exemple, voir : Pühringer, S., & Ötsch, W. O. (2018, April). Neoliberalism and right-wing populism: Conceptual analogies. In Forum for social economics (Vol. 47, No. 2, pp. 193-203). Routledge et SPARKE Matthew, « Comparing and connecting territories of illiberal politics and neoliberal governance », Territory, Politics, Governance, 8, janvier 2020, no 1, p. 95-99.

⁴² Føessel, M. (2008). Néolibéralisme versus libéralisme ?. Esprit, (11), 78-97.

⁴³ Føessel, M. (2018). La « démocratie illibérale » n'existe pas. *Op. cit.*

⁴⁴ Les travaux de F. Zakaria traduisent une adhésion complète aux thèses néolibérales. Voir plus particulièrement *L'avenir de la liberté* (op cit), p189-194, p302-303 et p318. Les différents passages évoqués témoignent d'une adhésion complète aux théories de l'école des choix publics en matière de politique économique et de façon plus générale au monétarisme de l'école

à l'image de ce qui a été réalisé en Espagne, au Portugal, en Corée du sud et au Chili. Cette conception du libéralisme et de la démocratie remet donc également en question la typologie classique des régimes politiques et elle nourrit une partie de la controverse vis-à-vis de la zone « grise » entre démocratie et autoritarisme. Pour F. Zakaria, comme pour un certain nombre d'auteurs néolibéraux, l'autoritarisme libéral est donc jugé préférable à la démocratie « illimitée »⁴⁵. L'efficacité économique d'un tel régime repose d'ailleurs sur sa capacité à neutraliser les revendications égalitaires et la demande de justice sociale. Enfin, le qualificatif même de dictature est relativisé si le « libéralisme est préservé » au sein de ces régimes⁴⁶. Par conséquent, la conception du libéralisme adoptée par Zakaria et ses héritiers apparaît incohérente, puisqu'un régime autoritaire peut être qualifié de libéral ou de conforme aux exigences du libéralisme constitutionnel en fonction de son adhésion au libéralisme économique, même si le régime en question repose sur des mécanismes électoralistes plébiscitaires, comme c'est le cas du Chili sous Pinochet et de Singapour. Le recours au concept de démocratie illibérale pour décrire la Pologne et la Hongrie apparaît d'autant plus contradictoire que ces États ont été les meilleurs élèves d'une transition post-communiste privilégiant l'exportation du marché sur la démocratie à travers les mécanismes de la conditionnalité⁴⁷. Or la dérive « illibérale » résultant de l'arrivée au pouvoir des formations populistes nationales-conservatrices du PiS et du Fidesz n'a pas remis en question la législation économique néolibérale existante, l'orientation favorable au marché libre dérégulé s'étant même accrue⁴⁸.

B) Un concept brouillant la distinction entre régime démocratique et autoritaire

de Chicago. F. Zakaria promeut ainsi explicitement l'indépendance totale des banques centrales, l'austérité budgétaire, la dérégulation économique et la construction de monopoles privés.

⁴⁵ « Today the two strands of liberal democracy, interwoven in the Western political fabric, are coming apart in the rest of the world. Democracy is flourishing; constitutional liberalism is not." Drawing upon this distinction, Zakaria recommends that Western policymakers not only increase their efforts to foster constitutional liberalism but diminish their support for elections, and suggests that "liberal autocracies" are preferable to illiberal democracies » Plattner, M. F. (1998). Liberalism and democracy: Can't have one without the other. *Foreign Affairs*, 171-180.

⁴⁶ « Or les gouvernements devraient être jugés à l'aune du libéralisme constitutionnel aussi bien que des élections. Les libertés économiques, civiles et religieuses sont au coeur de l'autonomie et de la dignité de l'homme. Qu'un gouvernement étende régulièrement ces libertés dans le cadre d'une démocratie restreinte, gardons-nous de le taxer de dictature. Malgré la limitation des choix politiques, des pays comme Singapour, la Malaisie et la Thaïlande offrent à leurs citoyens un meilleur cadre de vie, de liberté et de bonheur que des dictatures comme l'Irak et la Libye ou des démocraties illibérales comme la Slovaquie ou le Ghana. Les pressions du capitalisme mondial peuvent faire avancer la libéralisation » *Ibid.*

⁴⁷ Hermet, G. (2008). *Exporter la démocratie ?*. Presses de Sciences Po.

⁴⁸ Scheiring, G. (2020). The retreat of liberal democracy: Authoritarian capitalism and the accumulative state in Hungary. *Springer Nature*. Voir également : Behr, V. (2021). Internationalisation ou nationalisation?. Les sciences humaines et sociales polonaises face au double défi du néolibéralisme et du national-conservatisme. *Revue d'histoire des sciences humaines*, (38), 243-260.

L'utilisation croissante du concept de démocratie illibérale révèle donc les apories de l'amalgame entre populisme et illibéralisme, et provoque des incohérences au sein des *democratizations studies* et de la littérature s'intéressant à la typologie des régimes politiques. De même que l'assimilation du populisme à l'illibéralisme échoue à appréhender la filiation entre la gouvernance Thatcher-Reagan et le populisme national-conservateur, l'amalgame entre démocratie électorale et illibéralisme masque le caractère conjoint de la délibéralisation et de la dé-démocratisation. La prise de position normative en faveur du libéralisme et la critique du populisme n'implique pourtant pas de considérer ce dernier comme un trait inhérent de la démocratie. Le développement conjoint de l'illibéralisme et de la dé-démocratisation a ainsi été constaté par des auteurs défendant explicitement le libéralisme. Pour J.-W. Müller qui rejoint sur ce point M. Føessel, la tenue d'élections à échéances régulières ne suffit pas à garantir la nature démocratique d'un régime, le populisme s'appuyant justement sur le détournement du mécanisme de représentation libéral :

Mais si le populisme s'organise d'une certaine manière et peut ressembler, aux yeux de beaucoup de gens, à la vraie démocratie, il devient d'autant plus important de comprendre comment les principes et les pratiques démocratiques s'organisent ou non de manière différente. De nombreux analystes se sont inquiétés du sentiment que le populisme n'est pas seulement une "ombre" de la démocratie ou une version déformée de celle-ci, mais un imitateur réussi. Il est donc d'autant plus urgent que la pensée démocratique propose des raisons pour lesquelles la démocratie diffère du populisme.

[...]

Je soutiendrai également que les observateurs qui tiennent pour acquis le fait que les populistes réclament plus de participation politique, voire une démocratie directe, se trompent profondément ; les populistes ne sont pas contre le principe de la représentation en tant que tel ; ils veulent simplement des représentants différents et, surtout, une relation entre représentants et représentés qui diffère d'une compréhension libérale-démocratique correcte de la représentation.⁴⁹

En définitive, ces incohérences produisent selon nous un « jeu de langage » : certains partis politiques peuvent à la fois être considérés comme populistes et illibéraux, ou libéraux et élitistes, à l'image du parti républicain Reaganien et du parti conservateur Thatcherien. Cette ambiguïté affecte également le concept de démocratie illibérale.

Au fur et à mesure de nos développements, nous avons tenté de montrer en quoi l'emploi contemporain du concept de démocratie illibérale s'inscrivait dans la continuité d'un usage incohérent du concept de populisme. De là, nous avons continuellement remis en question son

⁴⁹ Müller, J. W. (2014). The people must be extracted from within the people. *Constellations*, 21(4), 483-493.

emploi de façon *positive*, c'est-à-dire comme un concept susceptible d'éclairer la réalité qu'il souhaite décrire. Cette remise en question découle certes principalement des incohérences de l'œuvre de son « géniteur médiatique », Fareed Zakaria. Pourtant, la lecture comparée des ouvrages de Daniel Bell et de Pierre Rosanvallon suggère qu'il existe un « problème » plus profond avec le terme de démocratie illibérale. Aussi, on ne saurait se satisfaire de la critique des travaux de F. Zakaria. La critique du concept doit également trouver sa source dans l'emploi « descriptif » qui en est fait au sein du reste de la littérature portant sur la démocratie illibérale, littérature qui s'est concentrée au départ sur le groupe de Visegrad et notamment la Hongrie. Autrement dit, l'emploi par Orbán du terme de démocratie illibérale, qui relève de la communication politique⁵⁰, n'aurait sans doute pas dû être employé sans être (*a minima*) interrogé au sein de la littérature académique s'intéressant à l'Europe centrale. Or ce sont précisément les événements politiques advenus en Pologne et en Hongrie à partir de 2010 qui ont servi de base à l'explosion sémantique du terme avec sa revendication par les conservateurs Polonais et Hongrois⁵¹. Avec cette revendication, le schéma Zakarien du conflit entre démocratie et libéralisme a fini par trouver la confirmation « empirique » qui lui faisait défaut⁵², et il s'est retrouvé d'autant plus « pertinent » qu'il permettait de conjuguer lecture culturaliste du choc des civilisations (le groupe de Visegrad étant parfois décrit comme le Cheval de Troie de la Russie au sein de l'Union européenne⁵³) et critique « élitiste » du populisme.

C'est ici qu'apparaît un des paradoxes fondateurs de notre travail: nous avons constaté que, pour F. Zakaria, il était nécessaire de distinguer entre des « bons » autoritarismes libéraux, dont l'archétype serait Singapour, et des « mauvaises » démocraties illibérales.

⁵⁰ « De manière analogue à ce qui est décrit par Naomi Klein, l'illibéralisme sonne davantage comme un concept publicitaire que politologique, dans la mesure où il a été inventé de toutes pièces par les communicants de Viktor Orbán à un moment où celui-ci commençait à s'enliser dans une impopularité due à l'échec de sa politique économique et sociale et à l'éclatement de nombreuses affaires de corruption. L'illibéralisme s'est déployé avec la même force dans l'espace public que les campagnes de pub de Nike et Adidas, à l'aide d'une puissance de feu propagandiste rarement vue – y compris durant la période communiste. Il a permis de transformer le chef d'un gouvernement banalement de droite, d'un petit pays sans véritable rôle géopolitique, en un gourou new age façon Don Quichotte, luttant avec grand bruit – mais sans réelle conséquence en vérité – contre des menaces imaginaires. » dans Hongrie : faut-il qualifier Viktor Orbán de dirigeant « illibéral » ? 28 juin 2017 par Ludovic Lepeltier-Kutasi | *Le Courrier d'Europe Central*

⁵¹ Szelényi, I., & Csillag, T. (2015). Drifting from liberal democracy. Neo-conservative ideology of managed illiberal democratic capitalism in post-communist Europe. *Op cit.*

⁵² Sur ce point, voir notamment : Møller, J. 2008. « A critical note on “the rise of illiberal democracy” ». *Australian Journal of Political Science* 43(3): 555- 61.

⁵³ *Indépendamment de la question russe, la progression de tendances qualifiées de « populistes » ou « illibérales » constitue le problème majeur identifié. Le phénomène concerne d'abord l'Est de l'Europe, où le gouvernement de Victor Orban en Hongrie a, semble-t-il, « ouvert la voie ». C'est ensuite la Pologne qui, en dépit de son opposition à la Russie, inquiète les défenseurs des droits de l'Homme du fait de respect « déclinant de la règle de droit et de l'indépendance des médias »95. Il faut ajouter la Slovaquie, où un parti « anti-UE et anti- OTAN, mené par un ancien neo-Nazi » a pu faire élire quelques représentants au Parlement. » Perceptions américaines des enjeux de sécurité et de défense des Européens, Nicole Vilboux, Rapport n° 30/FRS/OBSUSA du 20 janvier 2017, Fondation pour la recherche stratégique.*

L'admiration de F. Zakaria pour le régime singapourien et son architecte – Lee Kuan Yew – a ainsi fait l'objet de développements continus depuis 1994⁵⁴, bien qu'il admette qu'il s'agisse d'un autoritarisme modéré. Pourtant, Singapour est précisément un des États cités comme modèle pour la *démocratie illibérale* revendiquée par Orbán⁵⁵. Le concept de démocratie illibérale, en raison de ses équivoques, induit donc un jeu de langage où le même régime peut être considéré comme libéral ou illibéral. Ainsi, le régime singapourien a déjà été décrit comme une démocratie illibérale par des travaux reprenant en partie la grille d'analyse zakarienne mais ignorant ses autres travaux⁵⁶. Le régime singapourien, parce qu'il repose sur un système électoral plébiscitaire, peut en effet être considéré comme une « démocratie » selon le cadre conceptuel réduisant la démocratie à un mécanisme électoral.

Conclusion

L'adhésion au « modèle » singapourien associant développement économique spectaculaire et antilibéralisme politique partagé par V. Orbán et F. Zakaria illustre les incohérences du concept de démocratie illibérale. L'exemple singapourien confirme ainsi le lien entre régime hybride et démocratie illibérale, puisque l'illibéralisme n'est jamais défini et qu'il suffit d'organiser des élections pour être qualifié de « démocratie ». L'élasticité du concept lui permet donc d'englober un ensemble très étendu de régimes, et de confondre régime démocratique et autoritarisme « compétitif ». Son emploi dépend en réalité de la nature du parti au pouvoir : si ce dernier est considéré comme « populiste », le concept de démocratie illibérale sera mobilisé. Un usage « neutre » ou descriptif du concept de démocratie illibérale semble donc difficilement s'extraire de ces impasses conceptuelles qui sont aggravées par la difficulté actuelle à traduire le libéralisme en tant qu'objet de l'analyse politique. Pour F. Zakaria, Singapour est une dictature libérale car elle respecte l'État de droit et soutient le capitalisme (en plus d'être alliée avec les États-Unis). Pour d'autres auteurs, tels

⁵⁴ Voir notamment : Zakaria, F., & Yew, L. K. (1994). *Culture Is Destiny: A Conversation with Lee Kuan Yew*. *Foreign Affairs*, 73(2) ainsi que l'interview-hommage qu'il a consacré à LKY en 2008 <https://www.straitstimes.com/world/united-states/cnns-fareed-zakaria-pays-tribute-to-mr-lee-kuan-yew-on-his-gps-cable-tv-show>.

⁵⁵ « This is why, Honorable Ladies and Gentlemen, a trending topic in thinking is understanding systems that are not Western, not liberal, not liberal democracies, maybe not even democracies, and yet making nations successful. Today, the stars of international analyses are Singapore, China, India, Turkey, Russia. And I believe that our political community rightly anticipated this challenge » Full text of Viktor Orbán's speech at Băile Tuşnad (Tusnádfürdő) of 26 July 2014, Csaba Tóth, The Budapest Beacon, 29 juillet 2014. Accessible sur : <https://budapestbeacon.com/full-text-of-viktor-orbans-speech-at-baile-tusnad-tusnadfurdo-of-26-july-2014>. Cette référence au succès du régime singapourien a été suivi par plusieurs visites officielles du premier ministre Hongrois visant à nouer des relations bilatérales étroites entre les deux pays.

⁵⁶ Mutalib, H. (2000). *Illiberal democracy and the future of opposition in Singapore*. *Third World Quarterly*, 21(2), 313–342. Voir également Rajah, J. (2012). *Entrenching Illiberalism. In Authoritarian Rule of Law: Legislation, Discourse and Legitimacy in Singapore* (Cambridge Studies in Law and Society, pp. 259-266). Cambridge: Cambridge University Press.

que Daniel Bell (dont les travaux sur la démocratie illibérale sont antérieurs à ceux de F. Zakaria), les États d'Asie du Sud-est sont précisément des démocraties illibérales car il n'existe pas de séparation des pouvoirs et d'adhésion aux valeurs pluralistes du libéralisme dans la culture politique confucéenne, bien que ces États soient démocratiques puisqu'ils organisent des élections⁵⁷. La mobilisation des outils conceptuels de la théorie politique et de la philosophie du langage nous semble donc indispensable pour appréhender la nature contestée de la définition du libéralisme et de la démocratie, afin éviter les confusions sémantiques et conceptuelles qui grèvent la référence à la démocratie illibérale. Face à l'étendue des appropriations et mobilisations du libéralisme, il nous semble nécessaire de considérer la question des institutions de la démocratie libérale au regard des débats structurant la pensée libérale. Il ne nous semble donc pas pertinent de considérer comme « anti-libérale » une critique du libéralisme limitée à certains de ses courants ou aspects, qui ne remettrait pas en question les principes au cœur du libéralisme et leurs traductions sous une forme institutionnelle⁵⁸. M. Walzer rappelle ainsi que sa critique des théories rawlsiennes n'implique pas de remise en question du libéralisme en soi⁵⁹. D'autres auteurs ont également directement remis en question le concept même de démocratie illibérale en rappelant le caractère pluriel du libéralisme. Faire dialoguer pensées et régimes politique permet en effet de remettre en question le caractère « illibéral » du dépassement de la démocratie libérale proposé par des auteurs tels que D. Bell⁶⁰. En effet, une démocratie « confucéenne » (donc communautarienne) pourrait parfaitement rester conforme sur le plan institutionnel avec les exigences du libéralisme politique, tout en étant en adéquation avec une philosophie libérale empruntant davantage aux théories de J. Dewey et J. S. Mill.

⁵⁷ Bell, D. A., Brown, D., Jayasuriya, K., & Jones, D. M. (1995). *Towards illiberal democracy in Pacific Asia* (p. 78). Palgrave Macmillan UK.

⁵⁸ Nous défendons en ce sens la prise en compte des différents « niveaux » de l'idéologie libérale grâce à une analyse « morphologique » de cette dernière (c'est-à-dire linguistique et historique). Voir : Freedon, M. (2013). *The morphological analysis of ideology*. *The Oxford handbook of political ideologies*, 115-137.

⁵⁹ Lacroix, J. (2001). Peut-on être libéral et communautarien? La pensée politique de Michaël Walzer. *Swiss Political Science Review*, 7(1), 83-93

⁶⁰ Kim, S. (2014). *Confucian democracy in East Asia: Theory and practice*. Cambridge University Press.